



Syndicat **Force Ouvrière** DGFIP
Section locale **FO** DGFIP62
DDFiP du Pas de Calais 62000 ARRAS
☎ : 06.04.40.51.41
@ : fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr
🌐 Site web : www.fo-dgfip-sd.fr/062/

« Si celui qui lutte peut perdre, celui qui ne lutte pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Déclaration liminaire au CTL du 20 décembre 2012

Reporté au 8 janvier 2013

Le cadeau de Noël de la Direction Générale !!

Monsieur le Président,

Vous convoquez aujourd'hui le Comité Technique Local du Pas de Calais avec dans son ordre du jour « l'évolution des emplois pour 2013 ». Derrière cette appellation flatteuse, il faut malheureusement, une fois encore, constater qu'il ne sera essentiellement question que de nouvelles suppressions d'emplois ... Ce triste sujet revient chaque année sur le billot, inévitablement et aveuglément. Or, si les Mayas prévoient la fin du monde pour le 21 décembre, à ce rythme de coupes sombres incessantes, nous n'allons pas tarder à vous annoncer la fin de la DGFIP pour bientôt et ce sera bien réel !!!

En effet, les élus FO DGFIP constatent que les services de la DGFIP ne sont pas prioritaires mais qu'ils ont toujours été exemplaires pour ce qui touche aux suppressions d'emplois. Ils constatent également que le Directeur Général parcourt la France entière pour répandre sa bonne parole. A ces fréquentes occasions, ce même Directeur constate qu'il y a bien dégradation des conditions de travail et impossibilité d'accomplir sereinement toutes nos missions : sur ce constat nous sommes d'accord.

Mais la potion magique du Docteur BÉZARD ne sort pas de l'ordinaire : évaluation des risques, mise en place de documents de contrôles, de paliers, transformation du D.O.S. en démarche stratégique etc. etc. Il s'agit en fait, non pas de supprimer le mal, mais de traiter le patient pour qu'il apprenne à vivre avec ce mal ! Or, au rythme des suppressions d'emplois le patient sera bel et bien mort avant que ces remèdes de marabout ne fassent effet !! Alors, Docteur BEZARD ou Mr HYDE ?

Pour les élus FO DGFIP, le seul moyen d'éradiquer le mal, c'est l'arrêt pur et simple des suppressions d'emplois, c'est oser dire au Ministre que ses services ne peuvent plus fonctionner ainsi et qu'il y a d'autres moyens de sortir de la crise que celui de céder aux pressions du CAC 40 et aux sirènes de l'ultra libéralisme.

La fonction publique républicaine est, et doit rester garante de l'égalité de chaque citoyen devant la loi. Les suppressions d'emplois et de missions vont à l'encontre de ce principe républicain et les fonctionnaires que nous sommes ne sont plus qu'une variable d'ajustement budgétaire.

**S'il fut un temps où le travail était une richesse,
aujourd'hui il ne serait donc plus qu'un coût.**

Bien sur, le changement de gouvernement aurait pu laisser augurer une rupture avec la précédente politique destructrice de nos services, mais l'annonce de la suppression de 2062 emplois pour 2013 à la Direction Générale des Finances Publiques traduit la poursuite de la mise en œuvre de la RGPP !!!

Avec 31 emplois supprimés dans le Pas de Calais au 1^{er} Janvier 2013, les services du département qui sont déjà à bout de souffle seront exsangues. Le discours provocateur du gouvernement sur les ministères "prioritaires", et les autres qui ne le seraient donc pas, ne peut être accepté par les personnels que nous représentons. Dans la période de crise que traverse le pays, l'assiette et le recouvrement des recettes fiscales et non fiscales, le contrôle, l'exécution des dépenses de l'État et de toutes les collectivités locales ne sont-ils pas des missions économiquement et socialement prioritaires ? Il suffirait pour le démontrer que les services de la DGFIP cessent totalement et durablement de fonctionner...

**Rejoignez FORCE OUVRIERE – Le syndicat qui reste un syndicat !
1ère Organisation Syndicale dans la fonction publique d'Etat**

Ainsi, force est donc de constater que nos gouvernements se suivent et se ressemblent. Les discours tonitruants se parant de la vertu républicaine ne sont en effet pas plus crédibles que les rodomontades entendues les années précédentes s'ils ne s'accompagnent pas d'actes concrets en rupture totale avec la politique de destruction des services publics régaliens enclenchée depuis plusieurs années !

En affaiblissant les services publics, en ne leur donnant plus les moyens d'assurer leurs missions, l'État a créé les conditions de toutes les dérives. Jugez plutôt :

Aucun confort, quand nous devons nous battre thermomètre à la main pour obtenir que le chauffage soit mis en route un peu partout dans le département.

Aucun progrès, quand les déménagements se succèdent dans des locaux inadaptés avec tous leurs cortèges de désagréments, citons par exemple la Paierie Départementale...

Aucun respect, quand vous baladez certains agents du calais pour les installer à Calais Municipale où maintenant, les actuels locaux sont aux agents ce que la boîte est aux sardines.

Aucune sécurité, en dépit de grands discours qui ne coûtent pas cher à prononcer, quand nous vous alertons que les agents de la Trésorerie de Béthune sont constamment sous la menace de fréquentes intrusions et qu'il faut attendre plus d'une année pour enfin voir une solution mise en place ! Faut-il à l'avenir que nous exerçons notre droit de retrait quand vous manquez à vos obligations de protection ?

Aucune considération pour les conditions de vie au travail, en dépit de tout un tas de mesures d'affichage, puisque la souffrance des agents augmente partout sans que vous ayez les moyens adéquats pour y répondre. Les collègues craquent, mutent pour aller voir si l'herbe est moins jaune ailleurs, demandent un Congé de Formation Professionnelle pour échapper à l'univers impitoyable de la DGFIP, se renseignent plus que jamais sur les possibilités de détachement, voire de démission, quand ils ne tombent pas finalement malades.

Aucune reconnaissance, quand les plans de qualification deviennent un problème, quand le point d'indice est gelé, quand les fonctionnaires deviennent coupables d'être trop malades, quand l'harmonisation indemnitaire (par le haut, cela va sans dire) fait figure d'arlésienne dans cette fusion dont les agents de la DGFIP ne voulaient pas.

Quant aux rémunérations, elles sont aussi en souffrance, amputées par les journées de carence, par les cotisations « retraite » en hausse, par une harmonisation indemnitaire qui ne vient pas, par une augmentation significative du point d'indice qui ne vient pas non plus. Si l'on ajoute des frais de déplacements insuffisants, des grilles complètement écrasées, des échelons allongés, des avancements bloqués, des promotions internes ralenties et découragées, on obtient un mélange très amer pour les personnels de la DGFIP, malmenés que nous sommes dans un contexte de crise où tout coûte plus cher, à commencer par le logement et les énergies. De plus en plus de collègues se retrouvent dans des situations financières inquiétantes, certains vont vers les services sociaux, mais pas tous car d'autres agents dans des situations pourtant très précaires restent hélas isolés. « **Moins de fonctionnaires, mieux payés** » nous avait-on vendu il n'y a pas si longtemps. Aujourd'hui, plus personne n'ose dégainer cette propagande mensongère.

Enfin monsieur le Président, l'an dernier à pareille époque vous nous aviez asséner qu'aucune mission ne serait supprimée. Les points permettant cette mesure et la compensation des 39 suppressions de postes de l'année dernière était selon vous :

- ⇒ un gain de productivité par rapport à la dématérialisation ;
- ⇒ une « priorisation » des actions ;
- ⇒ une adaptation du temps de travail
- ⇒ des simplifications à trouver
- ⇒ une évolution de moyens en terme d'objectifs.

Qu'allez-vous nous inventer comme recette miracle aujourd'hui ?

Quels mensonges le Directeur Général vous a demandé de nous faire avaler ?

155 emplois ont été supprimés depuis 2009 dans le Pas de Calais,

en 4 ans, c'est 10 % des effectifs qui ont donc disparu !

31 suppressions d'emplois c'est encore 31 de trop, c'est injustifié et insupportable.

Pour conclure, et à l'heure de la « Modernisation de l'Action Publique » la RGPP+ voulue par nos gouvernants, nous dirons que si la **RGPP** (Ras-le-bol Général de Philippe Parini) n'existe soi-disant plus, c'est tout bonnement parce qu'elle a laissé la place à sa déclinaison nouvelle formule, version mutante mais non moins virulente «Made in DGFIP», la **RGBB** : Ras-le-bol Général de Bruno Bézard !!!